

Recherches sociographiques



Cent ans de solidarité. Histoire du C.T.M., 1886-1986

Jacques Bélanger

Volume 30, Number 1, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056426ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056426ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bélanger, J. (1989). Review of [*Cent ans de solidarité. Histoire du C.T.M., 1886-1986*]. *Recherches sociographiques*, 30(1), 139–140.
<https://doi.org/10.7202/056426ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Conseil des travailleuses et travailleurs du Montréal métropolitain, *Cent ans de solidarité. Histoire du C.T.M., 1886-1986*, Montréal, V.L.B., 1987, 150 p. (« Études québécoises ».)

Le Conseil des travailleuses et travailleurs du Montréal métropolitain (le C.T.M., appelé Conseil du travail de Montréal de 1940 à 1985) constitue l'instance de représentation régionale des syndiqués affiliés au Congrès du travail du Canada. L'ouvrage, préparé par un collectif de militants, est très bien documenté. Il s'appuie tout d'abord sur des thèses et des publications spécialisées, ainsi que sur les procès-verbaux des assemblées du Conseil et la presse ouvrière. Mentionnons *Le Monde ouvrier* qui paraît régulièrement depuis 1916, d'abord comme journal officiel du Conseil, puis comme organe officiel de la F.T.Q. à partir de 1957.

L'intention du collectif demeure modeste: reconstituer principalement l'évolution des positions syndicales, tout en faisant ressortir les divisions et les tensions dans l'organisation. Les auteurs soulignent en introduction qu'ils préfèrent laisser au lecteur le soin d'analyser et d'interpréter les informations présentées.

La structure de l'exposé n'est pas non plus très orthodoxe. On a en effet choisi de superposer une analyse thématique au découpage chronologique. Ça signifie que chacun des six chapitres dessine d'abord la trame des événements pour une période donnée, puis discute l'évolution d'un thème de revendication, notamment l'action politique, sur toute la période couverte par l'ouvrage. Il eût été préférable de distinguer ces approches en deux parties distinctes.

De ce travail collectif, retenons trois aspects particulièrement positifs. D'abord, les positions du Conseil sont assez bien situées dans leur contexte historique. Par exemple, alors que le C.T.M. s'était systématiquement opposé à la conscription lors de la Première Guerre mondiale, il alla assez loin dans son appui à l'effort de guerre durant la seconde. Il supporta toutefois les importantes luttes syndicales des années 1942 et 1943, dans un contexte où les employeurs cherchaient à tirer profit de la politique fédérale du travail. Deuxièmement, l'exposé montre bien comment cette branche du « syndicalisme international » a situé son action dans les rapports sociaux de la région de Montréal pour ainsi y évoluer et s'y développer. Grâce à sa relative autonomie par rapport aux unions internationales, le Conseil a contribué de façon exemplaire à l'émergence d'un syndicalisme d'ici, tout comme les syndicats d'origine nationale et confessionnelle. Troisièmement, ce travail met en évidence l'action politique du C.T.M. et son appui soutenu aux réformes sociales, contribuant de cette façon, avec des moyens limités, à la réalisation des objectifs plus larges du syndicalisme. Dans le contexte actuel, ce rappel historique est pertinent.

Jacques BÉLANGER

*Département des relations industrielles,
Université Laval.*
